

EMB - rétrospective 2021

- Le rendez-vous de la grande manifestation avec tracteurs à Bruxelles est reporté
- Les données actuelles sur les coûts dans le secteur du lait bio montrent une situation de revenu difficile pour les producteurs
- L'assemblée générale de l'European Milk Board revendique des réformes importantes du système agricole de l'UE et dans les stratégies environnementales et climatiques actuelles
- Tournée du BDM – conclusion
- Fairebel – plus équitable que jamais !
- La France aura toujours besoin d'agriculteurs pour nourrir ses habitants !
- Réussites et enseignements tirés de Di fair Milch Säuliamt
- Inondations et intempéries en Europe centrale en juillet
- Avis de l'EMB sur l'accord sur la PAC : des instruments de gestion de crise, mais pas de prix équitables !
- Étude actuelle des coûts de la production de lait : hausse des dépenses, mais recettes minimales voire inexistantes pour les agriculteurs partout dans l'UE
- « L'importance des agriculteurs pour la société est incommensurable »
- 2020, première année complète pour Faireswiss : bilan !
- « L'important, ce sont les visages du projet. »
- Pas d'avenir pour la production laitière européenne sans jeunes agriculteurs !
- MEG Milch Board actualise l'étude sur la création de valeur

Chers amis producteurs et productrices de lait, chers sympathisants,

Une fois de plus, les agriculteurs et agricultrices de l'European Milk Board se sont impliqués de façon active et créative dans la politique agricole. Par des actions, des revendications politiques et des recommandations législatives, mais également grâce au Lait équitable, vous avez envoyé des signaux forts.

Dans cette rétrospective, nous souhaitons revenir sur les événements, résultats et projets qui ont marqué l'année 2021. Si vous le souhaitez, nous vous invitons à prendre un peu de temps ces prochains jours pour faire le point avec nous sur les douze derniers mois.

Nous vous souhaitons de bonnes fêtes de fin d'année et tout le meilleur pour 2022 !

Bien à vous,

Vos collègues de l'European Milk Board

- Un rapport affirme que les accords commerciaux de l'UE ont bénéficié aux agriculteurs européens – « illogique et absurde » selon l'ICMSA
- Manifestation pour un avenir durable de la production laitière portugaise

Contact

EMB - European Milk Board asbl

Rue du Commerce 124

B-1000 Brussels

Phone.: +32 - 2808 - 1935

Fax: +32 - 2808 - 8265

office@europeanmilkboard.org

www.europeanmilkboard.org

Le rendez-vous de la grande manifestation avec tracteurs à Bruxelles est reporté

Un vrai, véritable Pacte avec les agriculteurs pour une politique climatique et agricole juste : il s'agit d'un sujet brûlant qui concerne les agriculteurs dans toute l'Europe et auquel ceux-ci souhaitent attirer l'attention lors d'une manifestation avec tracteurs à Bruxelles. En raison de l'aggravement de la situation sanitaire liée à la COVID-19, cette manifestation des 13 et 14 décembre a été reportée sine die. Chaque agriculteur concerné devrait avoir l'occasion de se rendre à Bruxelles avec ses collègues pour exiger de la part des décideurs européens un véritable accord agricole, sans avoir à faire face à des restrictions d'entrée ou de sortie, telles que des mesures de quarantaine.

Le 13 décembre, des actions – tenues par les organisations agricoles LsV, FDF et EUnited AGRI – auront lieu dans différents pays. Lors de celles-ci, les agriculteurs souligneront le fait qu'il est temps d'apporter des améliorations. Ici aussi : il ne peut y avoir de réel Pacte vert que si des changements essentiels sont apportés au système agricole de l'UE et seulement si ce Pacte est façonné avec la contribution importante des agriculteurs.

Pas d'agriculteurs, pas de Deal !

Slogans pour la manifestation des agriculteurs

1. Pas d'agriculteurs, pas de Pacte vert : Les agriculteurs à la table des négociations !
2. Pacte vert : Nous, les agriculteurs, avons des solutions !

Voici notre GREEN DEAL – Nos revendications :

3. De la nourriture de qualité pour nos citoyens et une souveraineté alimentaire mondiale : D'ACCORD, DEAL !
4. Circuits courts – bon climat – manger européen : D'ACCORD, DEAL !
5. Se concentrer sur la situation économique et sociale des fermes agricoles : D'ACCORD, DEAL !
6. PAS de diminution du nombre d'agriculteurs : D'ACCORD, DEAL !
7. Éviter la faim et le chaos et renforcer l'agriculture locale : D'ACCORD, DEAL !
8. Une protection extérieure efficace : D'ACCORD, DEAL ! - Accords de libre-échange : PAS D'ACCORD, NO DEAL !
9. Stratégies vertes sans délocaliser la production de l'UE et sans fuite de carbone : D'ACCORD, DEAL !
10. Tous les coûts de production – y compris les coûts de durabilité – couverts : D'ACCORD, DEAL !
11. Pas d'impact négatif sur l'Afrique : D'ACCORD, DEAL !
12. Apporter des changements essentiels au système agricole de l'UE : D'ACCORD, DEAL !

Le Pacte vert doit être un pacte par et avec les agriculteurs. Changeons le climat pour le meilleur et non pas la nourriture pour le pire ! Ensemble AVEC les agriculteur-trice-s !

Pas d'agriculteur-trice-s – NO deal !

Les données actuelles sur les coûts dans le secteur du lait bio montrent une situation de revenu difficile pour les producteurs

Comme le montrent des chiffres actuels, le prix moyen payé aux producteur.trice.s de lait biologique en Allemagne était de 48,66 ct/kg lors de la campagne laitière 2020/21. Selon cette étude récente, les coûts de production s'élèvent quant à eux à 64,39 ct/kg lorsqu'on prend en compte une rémunération équitable pour le travail des producteurs. Cela signifie qu'il manquait 24 pour cent aux producteur.trice.s de lait bio pour couvrir l'ensemble de leurs coûts. Le revenu du responsable d'exploitation et des membres de la famille ne représente que 34 pour cent des normes fixées par les conventions collectives

© EMB

Au cours des années de 2016/17 à 2020/21, les producteur.trice.s de lait biologique ont payé en moyenne 51,98 centimes pour les seuls intrants et frais généraux d'exploitation, hors coûts de la main-d'œuvre. Il ne restait donc que 8,07 centimes par kilogramme de lait bio pour la rémunération du chef d'exploitation et de la main-d'œuvre familiale. En d'autres termes, les producteurs ne perçoivent que 34 % du revenu basé sur les conventions collectives tel que défini dans l'approche des revenus de l'étude sur les coûts. D'après ces faits, le lait bio n'est donc en aucun cas durable d'un point de vue social et économique.

Les résultats de l'étude sur les coûts de production du lait biologique en Allemagne proviennent du BAL (Büro für Agrarsoziologie und Landwirtschaft) et sont mis à jour chaque année.

Indice MMI du lait bio

L'indice MMI du lait bio montre l'évolution des coûts de la production laitière biologique. L'indice MMI bio de la campagne laitière 2020/21 est de 96, ce qui signifie que les coûts de production des exploitations laitières biologiques en Allemagne ont diminué de 4 % par rapport à l'année de référence 2015/16 (2015/16 = 100).

Rapport prix-coût (part non couverte des coûts)

Le rapport prix-coût montre dans quelle mesure le prix du lait couvre les coûts de production des exploitations laitières biologiques. Pendant la campagne laitière 2020/21, le prix du lait a permis aux producteur.trice.s de lait bio de couvrir seulement 76 % de leurs coûts de production ; la part non couverte des coûts était donc de 24 %.

Étude des coûts de production dans huit des principaux pays producteurs de lait

Le calcul des coûts de production ne se limite pas aux exploitations laitières biologiques. En effet, les coûts moyens de production de toutes les exploitations laitières font eux aussi l'objet d'analyses régulières. Celles-ci révèlent également que le prix que reçoivent les producteur.trice.s de lait ne leur permet pas de couvrir leurs coûts de production. Les résultats de l'étude sur les coûts de production du lait en Allemagne, en Belgique, au Danemark, en France, en Irlande, en Lituanie, au Luxembourg et aux Pays-Bas en 2019 sont disponibles [ici](#).

La production laitière se caractérise par un manque à gagner chronique – comment y remédier ?

L'European Milk Board (EMB) propose d'ancrer dans la législation un instrument de gestion de crise capable d'agir contre le déficit chronique dans la production laitière. Le Programme de responsabilisation face au marché (PRM) observe et réagit aux signaux du marché en ajustant temporairement la production en temps de crise par exemple.

Lisez [ici](#) une brève description du Programme de responsabilisation face au marché (PRM) de l'EMB.

Contexte :

L'European Milk Board (EMB), le BDM (Bundesverband deutscher Milchviehhalter) et le MEG Milch Board ont chargé le BAL (Büro für Agrarsoziologie und Landwirtschaft) de réaliser une étude sur les coûts de production du lait bio, mise à jour sur une base annuelle. Ces analyses viennent compléter l'indice laitier MMI (Milk-Marker-Index), publié depuis 2013, ainsi que l'étude sur les coûts généraux de la production laitière dans plusieurs pays membres de l'UE, publiée par l'EMB.

Communiqué de presse de l'EMB du 30 novembre 2021

L'assemblée générale de l'European Milk Board revendique des réformes importantes du système agricole de l'UE et dans les stratégies environnementales et climatiques actuelles

© Silvia Däberitz, EMB

Les représentants de douze pays européens se sont réunis cette semaine à Louvain, en Belgique, lors de l'assemblée générale de l'European Milk Board (EMB) afin d'échanger sur des solutions importantes pour le secteur laitier. En effet, les erreurs commises dans le secteur agricole de l'UE et leurs conséquences problématiques apparaissent de plus en plus clairement.

La production de lait est déjà en baisse dans d'importants pays producteurs, car la part non-couverte des coûts pousse les éleveurs à mettre la clé sous la porte en masse, et ce depuis des années déjà. Les représentants des producteurs laitiers européens ont ainsi réitéré la nécessité de corriger le cap afin de garantir un avenir au secteur et aux producteurs et productrices ainsi que de pérenniser la production fiable d'aliments pour les citoyens de l'UE.

À la pression sur les coûts qui a pesé jusqu'à présent sur les producteurs, par exemple en raison de la stratégie libérale actuelle d'exportation et d'importation, s'ajoute la pression sur les revenus qui résulte des stratégies vertes actuelles et futures telles que le Pacte vert et la stratégie « De la ferme à la fourchette ». Comme l'ont souligné les nombreux représentants des producteurs laitiers, des mesures environnementales et climatiques sont nécessaires pour tous les secteurs de la société. Toutefois, elles doivent être pensées jusqu'au bout. Ainsi, dans le secteur agricole, les stratégies doivent être conçues de manière à être tenables pour les producteurs et efficaces pour l'environnement et le climat.

L'Assemblée générale dans son ensemble s'est accordée sur le fait que les solutions présentées pour le secteur doivent impérativement comprendre des conditions cadres pour une couverture des coûts afin de corriger les erreurs commises par le passé et éviter d'en commettre de nouvelles lors de l'élaboration de politiques vertes. Les représentants des producteurs laitiers présents à la réunion ont mis l'accent sur la nécessité d'avoir des instruments à disposition pouvant limiter temporairement les volumes en période de crise, ainsi qu'une politique axée sur un financement solide des mesures de durabilité. Pour le secteur agricole, cela doit signifier que tous les coûts de production – y compris les coûts de durabilité – sont couverts et ne sont pas répercutés au niveau des producteurs.

« Grâce à la réforme de la PAC adoptée cette année, la réduction volontaire des volumes a officiellement été ancrée dans l'Organisation commune des marchés de l'UE en tant qu'instrument pour les périodes de crise. Il s'agit d'un premier petit pas en avant sur un chemin encore long que les décideurs politiques doivent emprunter aux côtés des agriculteurs et agricultrices pour une refonte complète du système agricole actuel », a déclaré Sieta Van Keimpema. Sur ce chemin, les stratégies en matière de durabilité de l'UE devraient aussi être adaptées. « Nous voulons une politique climatique, car il va sans dire que nous, les agriculteurs, sommes les premiers à ressentir les effets du changement climatique. Toutefois,

cette politique doit être abordable et réellement efficace pour l'environnement et le climat ».

Communiqué de presse de l'EMB du 18 novembre 2021

Tournée du BDM – conclusion

Après 13 jours et plusieurs escales dans toute l'Allemagne, le cortège d'action du BDM est arrivée à Munich. Après 3 200 km de parcours, voici la conclusion tirée de ce voyage lors de la dernière manifestation : rien ne changera tant que les conditions-cadres politiques qui nous permettront de renforcer notre position sur le marché ne sont pas réunies !

© BDM

Le raisonnement qui sous-tend ce résumé repose sur les déclarations des représentants de laiteries avec lesquels nous sommes entretenus. « Il n'y a pas de solutions », « Nous faisons déjà le maximum », « Des prix plus élevés pour les producteurs ne sont pas envisageables » – pour vous donner les principaux messages venant des laiteries. Outre les laiteries et les abattoirs, l'équipe s'est également rendue aux événements électoraux organisés par le SPD (parti social-démocrate), les Verts et la CDU (Union chrétienne-démocrate). Il est apparu une fois de plus qu'il faut encore et toujours veiller à ce que l'agriculture soit à l'ordre du jour. Nos problèmes ne seront considérés que si nous sommes présents de façon permanente. La manifestation à Munich s'est tenue à l'occasion de la fin de la campagne électorale du parti conservateur (CDU/CSU) au Nockherberg en Bavière, où les manifestants ont crié haut et fort leur mécontentement à l'encontre de la chancelière Merkel, le ministre-président bavarois Söder et Laschet, le candidat à la chancellerie pour la CDU.

Élections fédérales – entretiens et tables rondes avec les candidat.e.s

Le 26 septembre 2021 s'est tenue l'élection du nouveau Bundestag en Allemagne. Le SPD est arrivé en tête et a entamé les négociations avec le FDP (parti libéral-démocrate) et les Verts. En amont de ces élections, les membres ont invité leurs candidats directs à prendre part à des discussions et des tables rondes tenues dans leurs exploitations. Des échanges animés ont eu lieu et certains des anciens et nouveaux élus au Bundestag ont pu se familiariser avec les objectifs et les attentes du BDM. Au cœur des discussions : la position faible des agriculteurs et agricultrices dans la chaîne de création de valeur, les changements structurels dans les zones rurales et la Stratégie sectorielle pour 2030.

Conférence des ministres de l'agriculture à Dresde

Avec notre bateau de manifestation que nous avons utilisé lors de notre tournée d'actions à travers l'Allemagne, le BDM a souligné et exigé un changement de cap nécessaire de la politique du marché agricole lors de la conférence des ministres de l'agriculture. Lors de la rencontre des associations avec les ministres, le BDM a de nouveau mis l'accent sur la nécessité d'aborder des stratégies permettant de faire monter les prix payés aux producteurs. Nous sommes conscients du fait que notre association prêche dans le désert mais nous demeurons néanmoins convaincus qu'il s'agit de la seule solution pouvant offrir des perspectives à nos exploitations.

Afin de pouvoir bénéficier à l'avenir de l'ensemble des fonds agricoles, nous devons réaliser des services environnementaux sur nos exploitations. Cependant les options discutées jusqu'à présent impliquent des restrictions non négligeables en matière de gestion, en particulier pour les exploitations herbagères. Dans de nombreux cas, leur mise en place pourrait entraîner des pertes de rendement importantes. Afin de limiter ces pertes, le BDM, de concert avec l'AbL et LsV Schleswig-Holstein, a fait des propositions, pour lesquelles nous avons reçu l'appui des Ministres de Rhénanie-du-Nord-Westphalie, de Basse-Saxe, du Schleswig-Holstein et de Mecklembourg-Poméranie-Occidentale.

Il sera intéressant de voir la position qu'adoptera le Ministère fédéral de l'Alimentation et de l'Agriculture sur ces questions. Concernant les procédures d'infraction en cours (directive relative aux engrais), le ministre de l'agriculture de Mecklembourg-Poméranie-Occidentale, Dr Till Backhaus, évoque un horizon nuageux pour les états fédérés qui ont fait d'importantes concessions en désignant des zones rouges.

Novembre 2021 : Henrik Kramer, Bundesverband Deutscher Milchviehhalter (BDM)

Fairebel – plus équitable que jamais !

© Fairebel

Fairebel, la coopérative laitière belge créée par une poignée d'irréductibles agriculteurs il y a onze ans a bien grandi. L'objectif de l'époque reste crucial : offrir à tous les Belges des produits de qualité supérieure à un prix juste pour

le consommateur comme pour le producteur. Juste ?

C'est en effet tout le problème de bon nombre de produits laitiers actuels qui ne rémunèrent même pas les fermiers à hauteur de leurs coûts de production. Erwin Schöpges (Président de la coopérative) : « Les conséquences sont visibles dans toutes nos campagnes : les exploitations familiales disparaissent, les jeunes agriculteurs abandonnent le métier. Dans un tel contexte, l'initiative Fairebel est une réponse précieuse, voire indispensable. » Et les consommateurs ne s'y trompent pas ! En 2020, plus de 12 millions de litres de lait Fairebel ont été vendus, soit plus d'un litre par Belge. Dans le même temps, la gamme de produits laitiers s'est étoffée, et depuis peu, la société coopérative s'est ouverte aux producteurs de fruits et de viande bovine, en poursuivant inlassablement sa mission initiale. Elle compte aujourd'hui 550 agriculteurs-coopérateurs et près de 1.500

“consomm'acteurs” actionnaires.

On voit donc bien que la démarche équitable de Fairebel est à mille lieues de l'artifice de marketing destiné à séduire. C'est au contraire une conviction radicale, à l'origine même de l'existence de la marque. Et plus que jamais nécessaire car la crise sanitaire a pointé encore davantage l'urgence de relocaliser nos systèmes alimentaires. Pour assurer l'autonomie et la qualité de notre alimentation, lutter contre les dérèglements climatiques et permettre à nos agriculteurs de vivre décemment de leur travail. Mais la démarche équitable de Fairebel ne s'arrête pas aux seuls agriculteurs. Elle englobe aussi les consommateurs qui bénéficient de produits locaux de qualité, les vaches dont le bien-être est garanti, mais aussi la planète, grâce à une agriculture locale produisant moins de CO₂.

À partir du 25 octobre, Fairebel s'engage encore plus loin

Quelques jours après le succès de la dernière marche pour le climat, les agriculteurs Fairebel prennent eux aussi leurs responsabilités. Erwin Schöpges : « Dès le 19 octobre, le lait Fairebel arborera un nouveau packaging. Développé avec son partenaire historique Tetra Pak, le nouvel emballage est composé à 87 % de matières premières végétales. Il est 100 % recyclable et permet une diminution de 36 % des émissions de CO₂ et l'économie de 180 000 kg de plastique fossile. » Des chiffres impressionnants qui cachent une prouesse industrielle tout à fait inédite dans le secteur et qui répondent aux exigences légitimes des consommateurs. À noter que le suremballage a également été revu avec le remplacement total du plastique par le carton. Cette belle initiative partagée par Fairebel, Tetra Pak et Luxlait sera rendue publique via une campagne nationale dans tous les médias sur le thème : « Fairebel a choisi d'embrasser le monde autrement. » Une démarche qui sensibilisera tous les consommateurs belges en quête d'une autre façon de consommer. Et qui réclame le soutien de tous les Belges attentifs à la pérennité de notre agriculture.

Ils soutiennent Fairebel depuis le premier jour et ils le disent :

« Nous sommes fiers d'accompagner Fairebel dans sa démarche innovante et vertueuse avec notre emballage Tetra Stelo Aseptic Edge 1L et son bouchon Wingcap. »

Gilles TISSERAND, Directeur Marketing Tetra Pak France & Benelux

« En tant que coopérative agricole, la société Luxlait est un fidèle partenaire de la Faircoop et ce depuis ses débuts. Depuis près de onze ans maintenant, Luxlait conditionne avec succès les briques de lait Fairebel. Cette étroite collaboration est facilitée par le fait que les deux entités partagent des valeurs communes telles l'organisation en coopérative, la haute qualité des produits, la durabilité, l'éco-responsabilité, le bien-être animal et bien sur l'équité. »

Gilles GERARD, Directeur Général Luxlait

« Nous ne pouvons qu'applaudir l'initiative de Fairebel qui cadre parfaitement avec les objectifs de réduction du plastique de notre secteur du commerce. »

Dominique MICHEL, CEO Comeos

« En tant que consommateur aussi, il était essentiel de faire bouger les choses. Grâce au nouveau pack, nous contribuons à préserver notre avenir, celui de nos familles et nos enfants. »

Jeremy CHINA, consommateur et membre du Comité d'administration de Fairebel

Communiqué de presse de Fairebel du 18 octobre 2021

La France aura toujours besoin d'agriculteurs pour nourrir ses habitants !

Malgré une année 2020 bouleversée par la Covid-19, les consommateurs sont de plus en plus sensibles au mode de production durable. Pour preuve, de 2013 à 2016, environ 15 millions de litres de lait **FaireFrance** ont été vendus alors que, sur la seule année 2020, ce sont environ 14 millions de litres qui ont été écoulés dans plus de 8 500 points de vente.

© FaireFrance

Malgré la Covid-19, les 500 agriculteurs et agricultrices copropriétaires de FaireFrance ont pu réaliser des animations en magasins, à la rencontre des consommateurs. FaireFrance est d'ailleurs la seule marque de lait en France à proposer autant d'animations en grande surface. « On explique aux consommateurs ce qu'il y a dans nos briques, c'est très important de garder le contact. Les agriculteurs en ont besoin aussi. Ils deviennent ambassadeurs et démarchent eux-mêmes les supermarchés et font la promotion de leur marque », a témoigné Jean-Luc PRUVOT, agriculteur à Parfondeval dans l'Aisne (02). Également inséminateur, il traite chaque jour 117 vaches et il trouve aussi le temps pour être le président de la marque.

À terme, l'objectif de l'entreprise est de convaincre davantage de supermarchés et de consommateurs de l'importance d'acheter du lait équitable, comme ce fut le cas l'an dernier avec la signature d'un nouveau partenariat avec l'enseigne ALDI France.

Comme le dit si bien Jean-Luc : « La France aura toujours besoin d'agriculteurs pour nourrir ses habitants. » Et la plus-

value pour l'éleveur dans tout ça ? En 2020, c'est donc plus de 1 400 000 euros qui ont été reversés aux agriculteurs associés ; de quoi redonner le moral à une filière qui en a bien besoin !

Octobre 2021 : Maxime Lefebvre, coordinateur projets de FaireFrance

Réussites et enseignements tirés de Di fair Milch Säuliamt

© Di fair Milch Säuliamt

Voilà quatre ans que le *Di fair Milch Säuliamt* est disponible en rayon. Nous vendons deux types de lait pasteurisé : un lait entier non-homogénéisé et un lait à 2,5 % de matière grasse. Nous continuons de vendre ce lait dans les 12 filiales de la chaîne VOLG dans le district d'Affoltern (Säuliamt). Nous fournissons également des sacs de 10 litres pour les boulangeries. Avec la pandémie de Covid-19 en 2020, nous avons battu un record de ventes. Pour 2021, les chiffres sont un peu plus bas mais les ventes augmentent d'année

en année.

La direction de la chaîne de supermarchés VOLG nous a interdit de vendre d'autres produits de notre gamme dans ses magasins. Afin de donner un nouvel élan aux ventes, nous avons prévu d'organiser des actions devant leurs magasins : un stand sera installé et tenu par une experte qui montrera aux consommateurs et consommatrices comment ils peuvent produire chez eux des yaourts, du sérac, du fromage frais etc. au lait pasteurisé. Nous avons vraiment hâte de pouvoir à nouveau discuter avec les consommateurs

après si longtemps.

Rolf Heer, membre de la coopérative Di fair Milch Säuliamt, nous confirme : « Nous avons eu de bonnes expériences auprès du public. Les consommateurs et consommatrices achètent nos produits et sont prêts à y mettre le prix, car ils savent que ces produits viennent de notre petite région et que nous, les agriculteurs, recevons une rémunération équitable. Honnêtement, j'ai été surpris de leur engouement. Notre présence et notre engagement en ont valu la peine. » La seule critique, ou le seul souhait, qu'il souhaite formuler concerne l'expansion et la disponibilité. « Nous pourrions faire un peu plus pour être référencés dans davantage de magasins et éventuellement faire plus d'efforts par rapport à la distribution. Mais je pense que nous avons déjà fait un grand pas en avant en démontrant qu'obtenir un prix du lait équitable ne relève pas de l'impossible. »

Adrian Weber, secrétaire de Di fair Milch Säuliamt, nous explique : « Au début, je n'avais pas pensé que nous sauvions des exploitations, que nous leur offrions un avenir rien qu'en agissant à notre petit niveau. C'est notre succès qui m'a convaincu. Il s'agit surtout de montrer aux grandes laiteries que les gens sont prêts à payer plus. Nous en sommes la preuve vivante. » Par ailleurs, notre engagement pour le Lait équitable nous a permis de mieux comprendre comment les choses se déroulent dans les coulisses de la distribution. Adrian Weber partage avec nous ses impressions : « On comprend à quel point il est difficile, voire impossible, d'obtenir une place en rayon pour nos produits et quels types de contrats et clauses nous sont imposés. Les agriculteurs ne remarquent pas ce genre de choses en général. Bon nombre de collègues se sont toujours dit « qu'ils doivent nous référencer », mais c'est loin d'être le cas, car ils ont d'autres chats à fouetter. Il nous faut aussi comprendre que le terme « lait équitable » peut être un obstacle que les supermarchés doivent surmonter parce qu'il risque de rendre le reste de la gamme « inéquitable ». Ce n'est pas très agréable, tout comme les blocages imposés par certaines chaînes. « Au moins c'est instructif, tout comme notre projet nous a appris que les gens sont prêts à payer plus pour un bon lait équitable de la région. »

Octobre 2021 : Werner Locher, Président de la coopérative de Lait équitable Säuliamt

Inondations et intempéries en Europe centrale en juillet

À la mi-juillet, l'Europe centrale a connu des précipitations intenses et prolongées, qui ont entraîné l'inondation de villes, de villages et de vallées entières. De nombreux décès et d'immenses dégâts matériels mais aussi psychologiques s'ensuivirent. Nous avons rassemblé quelques impressions et descriptions de la manière dont les producteurs et productrices de lait ont été eux-mêmes touchés à bien des égards, mais ont également fourni une aide d'urgence importante. Ils nettoient et participent à la reconstruction immédiate, mais ils posent également des questions sur ces conditions météorologiques extrêmes et l'impact sur le climat.

© Vanessa Langer

En **Allemagne**, la Rhénanie du Nord-Westphalie, la Rhénanie-Palatinat et la Bavière ont été les plus touchées par les intempéries et les inondations, mais d'autres régions ont également été concernées. Dans ces zones, les exploitations et champs de certains agriculteurs et agricultrices du BDM ont également subi de graves dommages.

Dans les premiers jours qui ont suivi les inondations catastrophiques, des personnes de contact locales ont été recherchées pour coordonner l'aide et les dons. Dès le début, on a assisté à un immense mouvement de solidarité de la part des agriculteurs dans l'ensemble de l'Allemagne. Le 17 juillet 2021, une info spéciale à l'attention des membres du BDM a été publiée dans laquelle la possibilité d'aider était précisée et d'autres moyens d'aide étaient également présentés. En outre, de nombreux membres du BDM ont lancé des campagnes privées de collecte de fonds afin de recueillir de l'argent pour les victimes des inondations. Plusieurs milliers d'euros ont été ainsi collectés. En outre, un grand nombre de dons d'aliments pour bétail ont été faits aux personnes de contact locales. Ainsi, les membres qui avaient perdu une grande partie de leur récolte étaient néanmoins en mesure de poursuivre leurs activités à l'exploitation.

Die Faire Milch, le lait équitable allemand, et ses producteurs et productrices estimaient également normal de soutenir les secouristes et la population locale. Ainsi, la première livraison de lait et de cacao a déjà été effectuée dans les zones particulièrement touchées le 16 juillet. D'autres palettes ont été distribuées les jours suivants.

En **Belgique**, l'Est du pays a été particulièrement touché, certains endroits ayant même été inondés deux fois en une semaine. Les producteurs laitiers ont subi de graves dommages, en particulier ceux dont les exploitations et les terres sont situées dans les vallées profondes et étroites de la région.

Les pâturages et les prairies ont été détruits et pollués par le mazout qui s'est déversé ainsi que par d'autres polluants. Dans un premier temps, des analyses coûteuses doivent être effectuées afin de déterminer si l'alimentation des vaches est encore possible ou s'il sera nécessaire de procéder à une décontamination coûteuse (dans la mesure où c'est possible) ou à un amortissement des terrains. Il y eut des demandes de foin et de fourrage, mais il y eut aussi des dons.

Les agriculteurs et agricultrices ont toutefois aussi immédiatement aidé leurs concitoyens touchés. Beaucoup ont vidé d'innombrables caves avec leur matériel, leurs pompes et leurs fûts. Et le nettoyage ultérieur aurait également été beaucoup plus difficile et plus lent sans leur soutien, leurs machines et leurs outils. Pour eux, cet engagement va de soi, mais en certains endroits, les agriculteurs se plaignent d'un manque de reconnaissance de leurs efforts par les pouvoirs publics. Leur travail non rémunéré est considéré comme acquis, alors que les entreprises spécialisées sont rémunérées. Dans l'ensemble, on se plaint d'un manque de compétences en matière d'organisation et de coordination, de surmenage et de l'absence de l'État, même plusieurs semaines après les intempéries. La population et les agriculteurs s'organisent eux-mêmes, souvent par le biais de réseaux sociaux.

Fairebel, le lait équitable de Belgique, a également fait don de denrées alimentaires aux personnes touchées et aux secouristes. Par exemple, les agriculteurs et agricultrices de Fairebel ont distribué du lait chocolaté équitable dans la commune particulièrement dévastée de Pepinster.

En **France**, où l'Est a été fortement touché, l'impact a été moins sévère en comparaison. Grâce à la solidarité des agriculteurs et des voisins, les vaches ont pu être sauvées des pâturages inondés et le fourrage manquant a été organisé entre eux. On commence déjà à réfléchir aux causes, aux conséquences et à la prévention de telles intempéries, mais aussi à la gestion des effets de la crise climatique en général.

Les producteurs le constatent, ils subissent des dommages et enregistrent donc des coûts supplémentaires imprévisibles. Comme ces derniers sont susceptibles de s'accumuler et de s'intensifier, il est essentiel qu'ils soient couverts par la PAC et/ou le prix à la consommation, mais aussi qu'ils soient pris en considération dans le calcul des coûts de production.

Les causes sont entre autres, d'une part, l'urbanisation et l'imperméabilisation croissantes, qui privent l'eau de sa place naturelle. Mais il y a aussi une réflexion autocritique, par exemple sur les cours d'eau qui ont été rectifiés ou bétonnés pour ou par l'agriculture, ce qui rend l'infiltration dans le sol plus difficile. Toutefois, les producteurs laitiers peuvent également mettre en exergue les contributions positives, ou du moins susceptibles d'atténuer les effets, de l'élevage en cas de conditions météorologiques extrêmes et d'effets sur le climat. Il est ainsi, par exemple, fait mention de l'effet positif des pâturages pour retenir l'eau, mais surtout les boues. Dans ce cas, une approche consisterait à avoir davantage d'éleveurs gardant le même nombre de vaches sur une superficie (de pâturages) plus importante. Les prairies et les pâturages agissent comme des éponges, tandis que les terres agricoles exploitées de manière intensive ont tendance à être emportées par les eaux et donc à pénétrer dans les maisons et autres bâtiments. On observe une situation similaire lors des incendies dans le sud de la France : là où l'élevage disparaît ou est concentré, les flammes ont la partie facile sur les pâturages broussailleux.

Nous avons également reçu des nouvelles et des images des intempéries et inondations du Tyrol du Sud en **Italie**, du sud des **Pays-Bas** et du **Luxembourg**, mais aussi de la solidarité qui s'ensuit et des efforts inlassables des agriculteurs et agricultrices.

Nous souhaitons à toutes les personnes concernées du temps pour faire leur deuil, beaucoup d'énergie pour faire face aux dégâts matériels mais aussi émotionnels ainsi que pour la reconstruction. Un grand merci à tous ceux et à toutes celles qui ont apporté leur aide et fait des dons !

Septembre 2021 : Simon Bauer, EMB, sur la base des informations fournies par les organisations membres concernées, notamment l'Association des Producteurs de Lait Indépendants (APLI), Bund Deutscher Milchviehhalter (BDM), Milcherzeuger-Interessengemeinschaft (MIG)

Avis de l'EMB sur l'accord sur la PAC : des instruments de gestion de crise, mais pas de prix équitables !

© Pixabay, Julien Tromeur

Grâce à sa boîte à outils de gestion de crise, l'accord sur la réforme de la PAC, qui a officiellement été accepté lundi par le Conseil des Ministres de l'Agriculture de l'UE, permet de faire un pas important vers plus de stabilité dans le secteur agricole. Toutefois, il ne parvient pas à garantir que les coûts

d'une production plus durable soient en accord avec les prix.

Des approches positives dans l'accord sur la réforme de la PAC

L'ancrage dans l'Organisation commune des marchés de la **réduction volontaire des volumes** comme instrument de gestion de crise (art. 219) ainsi que des Observatoires du marché et de leurs compétences (notamment fournir des informations sur les perturbations du marché, la production, les stocks, les prix et, autant que possible, les marges) pour différentes filières agricoles (art. 222) crée les conditions pour détecter plus rapidement les crises et – pour autant que les bonnes décisions soient bien prises au bon moment – pour y réagir avec un programme de réduction. Cette possibilité d'endiguer la surproduction, et les chutes de prix qu'elle entraîne, est une évolution positive. Encore faut-il que les instruments soient utilisés efficacement et sans délai en cas de crise. Ce rôle revient à la Commission

européenne ! Il manque toutefois encore un mécanisme de gestion de crise qui active automatiquement les instruments appropriés. La réforme ne prévoit pas non plus de plafonnement pour les agriculteurs qui surproduisent pendant la réduction volontaire des volumes. Un autre point positif est le rehaussement de la limite de regroupement pour les producteurs de lait à 4 %, ce qui signifie qu'ils peuvent mener ou laisser mener des négociations ensemble pour un volume allant jusqu'à 4 % du volume de lait de l'UE. Toutefois, cela ne suffit pas vis-à-vis des transformateurs. Il existe déjà des entreprises dont la concentration sur le marché est beaucoup plus dense, ce qui rend toute négociation d'égal à égal impossible pour les producteurs.

Les approches manquantes dans l'accord sur la réforme de la PAC

Actuellement, le secteur laitier n'arrive déjà pas à couvrir ses coûts*. Les prix et les aides n'y suffisent pas. Des contraintes plus fortes en termes de durabilité entraînent des hausses de coûts et cette charge supplémentaire ne pourra pas non plus être couverte par les prix du lait cru ou les subventions vertes. C'est une mauvaise nouvelle, aussi bien pour les éleveurs chevronnés que pour les jeunes agriculteurs. En effet, même s'ils reçoivent des subventions supplémentaires avec un minimum obligatoire de paiements directs de 3 %, ils resteront les perdants du secteur laitier tant que les prix du marché ne permettront pas de couvrir les coûts d'une production plus durable.

L'European Milk Board tient à remercier tous ceux qui ont fait en sorte que l'accord comporte des éléments importants de gestion de crise. Il convient de saluer tout particulièrement le travail du Parlement européen ainsi que de nombreuses organisations européennes de producteurs de lait. Toutefois, pour que nous parvenions à une politique véritablement durable, il faudrait que des acteurs, comme la Commission européenne et certains États membres, reconnaissent qu'il y a une nécessité à ce que les prix soient équitables et le secteur stable et qu'ils s'engagent pour y parvenir.

*Une étude présentant les chiffres actuels des coûts sera publiée le 5 juillet. Si vous souhaitez recevoir l'étude complète, prière d'envoyer un e-mail à office@europeanmilkboard.org.

Juillet 2021 : European Milk Board

Étude actuelle des coûts de la production de lait : hausse des dépenses, mais recettes minimales voire inexistantes pour les agriculteurs partout dans l'UE

*Aujourd'hui est mis à la disposition des producteurs et productrices de lait en Europe un ouvrage condensé et très révélateur. L'étude **Combien coûte la production de lait ?** traduit en chiffres clairs et solides la situation des exploitations laitières de l'UE. En complément des frais inhérents à la production laitière recensés dans huit grands pays producteurs de lait, l'édition actuelle de l'analyse présente, pour la première fois, une moyenne pour l'UE.*

© EMB

Ce coût moyen s'élève, pour 2019, à 45,35 ct/kg alors que les prix atteignant à peine 34,52 ct/kg dans l'UE créent un manque à gagner significatif. « Voilà la preuve éclatante du déséquilibre problématique de la filière laitière dans l'UE », commente Sieta van Keimpema, la présidente néerlandaise de l'European Milk Board (EMB). Autre nouveauté : l'étude du *Büro für Agrarsoziologie und Landwirtschaft* (BAL) inclut désormais aussi l'Irlande et la Lituanie, deux pays situés aux antipodes du spectre des coûts. Forte de son système de production particulier, l'Irlande affiche, pour 2019, de loin les frais de production les plus bas avec 34,21 ct/kg. Pourtant, dans ce pays aussi, la tendance pointe un manque à gagner, car les coûts y ont augmenté de façon relativement soutenue durant la période étudiée alors que les prix n'ont pas suivi la même courbe. Ainsi, même dans ce pays aux conditions favorables à la production laitière, il a été impossible, durant trois années sur les cinq

analysées par l'étude, de couvrir les coûts de la production de lait. Du fait de son tissu d'exploitation différencié reposant sur une multitude de petits élevages, la Lituanie arrive, de loin, en tête du classement des coûts de production (58,63 ct/kg). Confrontés à un prix du lait extrêmement bas (28,79 ct/kg), les éleveurs de ce pays balte luttent pour combler un profond déficit de 51 %.

Il est intéressant de noter que sur tous les pays étudiés, les coûts de production oscillent entre 34 ct/kg et 59 ct/kg créant donc un grand différentiel. En revanche, du côté du prix payé au producteur, le différentiel est nettement moins marqué, allant d'à peine 29 ct/kg à un peu plus de 34 ct/kg.

Situation critique du côté du revenu

Un coup d'œil sur deux pays producteurs importants que sont les Pays-Bas et le Danemark suffit pour constater qu'après déduction de tous les frais, il ne reste aux gérants d'exploitation et à la main-d'oeuvre familiale aucune possibilité de générer un revenu. « Il faut comprendre qu'on parle ici des Pays-Bas et du Danemark, des pays où les exploitations sont très modernes et où la mécanisation progresse constamment. Et malgré tout, il ne reste littéralement aucun revenu à ces personnes qui assurent la production de lait », déplore Sieta van Keimpema à propos de cette situation difficile.

Dans les autres pays aussi, les revenus stagnent à un niveau très critique. L'Irlande est la seule à se rapprocher du revenu adéquat selon les calculs. Karin Jürgens, auteure de l'étude, résume : « Non seulement les exploitations laitières ne parviennent pas à générer des recettes les maintenant sur un cap stable et durable à l'avenir. Mais elles n'atteignent même pas un niveau de revenus adéquat, voire un niveau de subsistance convenable. » Aux critiques éventuelles arguant que le niveau de revenus visé est trop élevé, elle répond : « L'approche adoptée en matière de revenus dans nos calculs et notre paramètre des revenus tiennent compte du degré de formation et de qualification et s'appuient objectivement sur les barèmes agricoles en vigueur dans chaque pays ou sur le double du salaire minimum. » Kjartan Poulsen, vice-président de l'EMB et éleveur laitier biologique au Danemark, ajoute : « Comment accepter de ne rien gagner, ou que des miettes ? Nous sommes des travailleurs qualifiés, très bien formés et grandement expérimentés, nous travaillons dur sans compter les heures, weekends et jours fériés compris. Et particulièrement durant la pandémie, les agriculteurs ont mis les bouchées doubles pour assurer à tout moment l'approvisionnement de la chaîne alimentaire. De plus, nous sommes exposés à des risques élevés et endossons de grandes responsabilités pour nos bêtes, l'alimentation et la nature. »

La publication offre une base solide à la lutte déterminée et à notre travail pour l'obtention de prix adéquats selon Boris Gondouin, membre du comité directeur de l'EMB et producteur laitier français : « Je me réjouis de cette nouvelle brochure qui me donne une analyse structurée, très lisible et surtout très solide dans ses fondements scientifiques. Elle me permet, à moi éleveur laitier, de m'informer au mieux de l'évolution des coûts. Et pas seulement dans mon propre pays. » Il recommande à tous les producteurs de lait de se « munir de cette analyse probante sur les coûts pour tous les entretiens avec les laiteries, la distribution et les élus politiques et exiger, forts de ces arguments, des prix équitables ! » Sieta van Keimpema, présidente de l'EMB, ajoute : « La prochaine génération, l'avenir de la production alimentaire, souhaite se lancer dans la filière laitière. Utilisons cette étude pour faire en sorte que ce souhait soit à nouveau réalisable ! »

L'auteure de l'étude, Dr. Karin Jürgens, estime que les chiffres ouvrent aussi des perspectives importantes pour le déploiement réussi des stratégies environnementales décidées au niveau politique telles que le Pacte vert : « Ce n'est que par une amélioration durable de la situation économique des exploitations que les agriculteurs pourront apporter leur contribution à la concrétisation des objectifs de protection de l'environnement et du climat et du bien-être animal associés à une hausse des coûts. »

Résumé des chiffres-clés :

En 2019, les frais inhérents à la production de lait, y compris une rémunération adéquate, étaient, dans tous les huit pays et en moyenne pour l'UE, supérieurs au prix payé au producteur – sans même qu'il soit tenu compte des investissements nets moyens. Les coûts oscillent entre 34,21 ct/kg en Irlande et 58,63 ct/kg en Lituanie, pour une moyenne dans l'UE atteignant 45,35 ct/kg. Ces chiffres attestent d'une part non-couverte des coûts entre 9 % (Irlande) et 51 % (Lituanie), l'écart moyen dans l'UE étant de 24 %.

Coûts de production, prix du lait et part non couverte des coûts en 2019 (en ct/kg)

Comparaison revenu réel à disposition et revenu équitable nécessaire 2015-2019

Consultez notre étude des coûts ici.

Visionnez ici une vidéo de présentation à la presse des derniers chiffres et des commentaires recueillis dans les pays étudiés.

Juillet 2021 : European Milk Board

« L'importance des agriculteurs pour la société est incommensurable »

© EMB

« Le prix est décerné à...? » Cette année aussi, les spectateurs attendaient impatiemment la remise de la Faironika en Or à l'occasion de la Conférence internationale du Lait équitable de l'European Milk Board (EMB) et des pays

du Lait équitable.

Toutefois, le secteur laitier et ses agriculteurs étaient déjà vainqueurs, bien avant que les lauréats du prix ne soient révélés à Ettelbruck, au Luxembourg, où la conférence se tenait cette année. En effet, l'engagement de ceux qui se sont vus décerner la Faironika en Or (ou Justine, dans les pays francophones) a déjà permis aux éleveurs laitiers d'avancer considérablement ces dernières années dans leurs revendications de conditions équitables dans le secteur

laitier :

- Par son engagement fort et sans relâche, **Guy Francq**, lauréat de ce prix et co-fondateur du projet belge de Lait équitable, est pour beaucoup dans la réussite de Fairebel.
- Par ses calculs sur les coûts de la production laitière au Danemark, en France, en Lituanie, en Allemagne, en Irlande et dans d'autres pays, **Dr. Karin Jürgens**, également récompensée, a permis de chiffrer précisément le **montant des prix équitables**. Ces chiffres clairs permettent depuis de nombreuses années aux agriculteurs de formuler des revendications précises. Grâce aux études de Mme Jürgens, les responsables politiques et les consommateurs savent aussi ce que le lait devrait coûter afin de couvrir les dépenses engagées pour sa production.
- L'organisateur de cette édition de la Conférence du Lait équitable, la société coopérative luxembourgeoise Fairkoperativ, fête cette année les dix ans de sa marque D'fair Mëllech, ses succès exemplaires ainsi que de nombreux soutiens importants : la Faironika en Or vient ainsi récompenser l'éleveur laitier **André Laugs**. Dans la crise du coronavirus, il s'engage en faveur de ceux dont le revenu est encore pire que celui des agriculteurs. La présidente de la Fairkoperativ, Danielle Warmerdam-Frantz, a salué un adhérent exceptionnel, faisant preuve d'une « énergie et d'un engagement sans limite et qui lutte sans relâche pour propager l'idée du Lait équitable. »
- Le prix a également été décerné à la laiterie Luxlait qui, il y a dix ans, a eu la clairvoyance de mettre en œuvre une initiative très particulière avec les agriculteurs et qui, depuis, a su prendre des risques pour demeurer un partenaire solide au côté des agriculteurs. L'organisation d'élevage et de conseil Convis, qui s'engage au Luxembourg pour tous les agriculteurs et qui les conseille en termes de rations alimentaires, de saisie numérique, de bilan carbone et jusqu'aux méthodes de production innovantes pour la protection de l'environnement, s'est vu remettre la Faironika des producteurs de lait en remerciement des services rendus.
-

La Faironika en Or a été décernée à un autre partenaire important, la **Maison Relais de la commune de Sanem**. La commune de Sanem, au Luxembourg, a été l'une des premières à comprendre l'importance de prix équitables pour les producteurs et a doté ses écoles de moyens financiers qui permettent aux responsables de la Maison Relais, avec leur cuisinier, d'acheter des produits laitiers équitables et locaux.

- Le dur labeur de tous les agriculteurs, qui travaillent chaque jour pour assurer la sécurité des approvisionnements alimentaires de la population, est et demeure une grande réussite pour l'Europe. Sans cet engagement fort, notre société aurait été dans l'incapacité de s'approvisionner de manière aussi fiable et sûre en produits alimentaires, surtout cette dernière année, pendant les longs mois de la pandémie. **C'est pourquoi l'EMB tient à décerner la Faironika en Or à toutes les agricultrices et tous les agriculteurs d'Europe. Leur importance pour notre société est incommensurable.**

Lors de la conférence, les producteurs et productrices de Lait équitable européens ont aussi adressé un salut très particulier à leurs collègues africains. Avec des projets comme Fairefaso au Burkina Faso et Fairemali au Mali, ils ont jeté les bases du Lait équitable pour les agriculteurs de notre continent voisin.

Pour Sieta van Keimpema, la présidente de l'EMB, la Conférence internationale du Lait équitable est un événement très spécial : « Les projets de Lait équitable en Afrique et en Europe reposent sur l'engagement incroyable de personnes indispensables. Ils démontrent chaque jour qu'il est possible d'obtenir des prix équitables pour les producteurs. La Conférence du Lait équitable célèbre cet engagement et ce succès. Elle vient également rappeler à tous ceux, dans le monde politique et dans l'industrie laitière, dont les stratégies politiques et économiques continuent de soutenir des prix du lait scandaleux, qu'ils ont une responsabilité pour mettre un terme à l'exploitation des agriculteurs dans le monde entier. »

[Photos de la Conférence du Lait équitable](#)

Juillet 2021 : European Milk Board

2020, première année complète pour Faireswiss : bilan !

Nous sommes au printemps 2021, le Lait équitable Faireswiss a aujourd'hui un an et quelques mois. Rappelez-vous : le lancement a eu lieu le 23 septembre 2019 ! Retour sur l'année 2020, notre première année complète. Nous espérions dépasser le million de litres de lait vendu. C'est chose faite ! Nous avons fini l'année 2020 avec 1 071 271 de litres de lait vendus, incluant la part des fromages.

@ Faireswiss

Des produits qui sont venus compléter la gamme tout au long de l'année

Avec au démarrage une brique de lait entier à 3,5 % de matière grasse ainsi que cinq fromages à pâte molle de la fromagerie Grand Pré à Moudon, une brique de lait écrémé à 1,5 % de matière grasse est venu compléter la gamme mi-mars 2020. Puis, septembre 2020, un sixième fromage de Grand Pré : le Petit Boisé ainsi que des crèmes à café équitables Cremo pour la restauration. Et enfin, courant décembre, la fondue moitié-moitié Gruyère AOP/Vacherin Fribourgeois AOP de la fromagerie du Vacherin Fribourgeois SA à Bulle. À ne pas manquer, pour l'instant, chez Manor. Les crèmes à café équitables sont désormais, depuis début février 2021, aussi disponibles en pack de dix, chez Manor.

De plus en plus de points de ventes et soutien

Après un démarrage fort dans les magasins Manor Food de toute la Suisse, SPAR, en Suisse alémanique, a décidé de rejoindre le bateau au mois de juin 2020, ainsi que les magasins PAM et Edelweiss en Valais, mais aussi Aligro et culturefood et d'innombrables épiceries locales. En soutien, ce sont le Centre hospitalier universitaire (CHUV) de Lausanne, des crèches, restaurants d'entreprises (Novae, Eldora), restaurants, cafés : au total, environ 400 points de

vente et de soutien sur toute la Suisse ! De belles collaborations se sont mises en place : farmy.ch, le labelbleu.ch, la Maison Chocola'Thé, Intchiè No à Sion, etc.

Des récompenses

Nous avons reçu deux prix PERL (Prix Entreprendre Région Lausanne) au début de l'été ainsi que le prix de la Loterie Romande dans le cadre de la Semaine du Goût en septembre 2020. Nous avons d'ailleurs été partenaire de la Semaine du Goût et pendant cette semaine, nous avons tenu des stands au marché de Lausanne et Vevey afin de présenter notre démarche au public.

60 coopérateurs producteur.trice.s de lait

Début janvier 2021, ce sont 21 nouveaux et nouvelles producteur.trice.s de lait, réparti.e.s entre la Suisse alémanique et la Suisse romande, qui ont rejoint la coopérative. Bienvenue à eux.elles ! Nous sommes désormais 60 producteur.trice.s. Beaucoup sont encore sur la liste d'attente. L'intégration doit se faire avec parcimonie.

Le développement sur la Suisse alémanique reste timide. Nous avons désormais une personne qui s'occupe des réseaux sociaux de l'autre côté de la Sarine. Doucement mais sûrement, le projet commence à se faire connaître. Nous remercions les consommateur.trice.s, transformateurs, distributeurs, vidéastes, graphistes, journalistes, paysan.ne.s, etc. ! Continuons en 2021 sur cette belle lancée !

Retrouvez-nous sur [notre site](#)

Retrouvez-nous sur [Facebook](#)

Retrouvez-nous sur [Instagram](#)

Juin 2021 : Anne Chenevard, présidente, et Berthe Darras, secrétaire de Faireswiss

« L'important, ce sont les visages du projet. »

Entretien avec **Andrea Münnekehoff**
© Die Faire Milch

Responsable de projet marketing / communication

chez « Die Faire Milch » Allemagne

Andrea, depuis quand le projet existe-t-il et quels produits proposez-vous ?

Notre initiative a démarré en 2010. Nous avons commencé avec deux sortes de lait UHT (3,8 % et 1,8 % de matière grasse) et notre gamme s'est étoffée par la suite par l'ajout d'un lait sans lactose (1,8 % de matière grasse) et de trois types de fromages («Butterkäse» (fromage à pâte demi-molle), emmental et fromage de montagne). Et pour les gourmets, grands et petits, nous proposons une crème de liqueur à la vanille et un lait chocolaté.

Comment êtes-vous organisés ?

Environ 100 exploitations participent actuellement au programme en Allemagne et s'engagent pour le Lait équitable. Nos agriculteurs et agricultrices sont le visage de la marque : ils se rendent dans les supermarchés, ils sont disponibles pour les clients et consommateurs, ils animent les stands de dégustation et ils promeuvent nos produits lors de nombreuses foires et salons. Ils appartiennent à la coopérative « fair food eG ». Les consommateurs peuvent également y adhérer.

Qu'est-ce qui motive ces producteurs ?

Il est très motivant de convaincre le commerce de vendre leurs produits. En effet, ils s'identifient très fortement avec leur produit ; ils sont fiers que *leur* lait trouve sa place dans les rayons. Lors des dégustations, les consommateurs leur témoignent beaucoup de compréhension et de sympathie. Cela tient aussi au fait que pouvoir mettre « un visage » sur le

lait permet de mieux appréhender la situation globale des exploitations : on comprend mieux « nous devons investir dans notre étable » qu'une expression plus abstraite comme « il faut stabiliser le marché du lait ».

Et qu'est-ce qui motive les consommateurs ? Pourquoi investissent-ils dans ce projet ?

Ils veulent contribuer à la durabilité. Là aussi, le fait de mettre « un visage » sur le projet aide, car cela crée de la proximité et de la confiance, qui sont des facteurs importants pour investir. De plus, ils peuvent apporter une contribution active et participer à la prise de décision sur les orientations générales du Lait équitable lors de nos assemblées.

Comment vous adressez-vous aux consommateurs, comment se passe la prise de contact ?

Beaucoup sur les réseaux sociaux, ce dont témoignent les plus de 22 000 personnes qui nous suivent sur Facebook. Nombreux sont aussi ceux qui consultent d'eux-mêmes notre site internet. L'idée qu'il n'est pas possible de vivre du lait à bas prix s'est déjà répandue. Il reste toutefois essentiel de sortir de l'anonymat, et c'est là que le contact direct entre en jeu. Évidemment, certains ont plus de facilités, mais nous observons aussi le changement qui s'opère chez nos agriculteurs et agricultrices. Il leur devient plus facile de prendre leur courage à deux mains pour s'adresser aux consommateurs quand ils reçoivent une reconnaissance directe et sincère pour leur travail et pour leur produit de qualité.

Quelles sont les perspectives pour le Lait équitable en Allemagne ? Quelles sont les prochaines étapes ?

Nous sommes en train de travailler à développer de nouveaux produits, c'est une phase passionnante ! Notre nouveau lait de pâturage bio arrivera sur le marché dès le mois de juin. Il s'agira ensuite de gagner de l'argent et de renforcer notre position. Nous cherchons à recruter de nouveaux membres surtout dans le nord et l'est du pays, afin de mieux répondre à la demande des consommateurs et consommatrices dans ces régions. Notre objectif principal pour 2021 est globalement d'être présents sur une part plus large du territoire.

Pour conclure : quels conseils donnerais-tu à des producteurs qui réfléchissent à lancer le Lait équitable dans leur pays ?

Il est très important d'avoir, dès le début, un dialogue ouvert et constructif entre tous les militants et les participants. Et l'autre clé du succès, on ne le répètera jamais assez, sont les visages du projet ; il faut raconter leur histoire.

Andrea, merci de nous avoir accordé de ton temps et bonne chance pour la suite avec le Lait équitable.

Juin 2021 : Simon Bauer, European Milk Board

Pas d'avenir pour la production laitière européenne sans jeunes agriculteurs !

L'assemblée générale de l'EMB, à laquelle ont participé des producteurs de 13 pays européens, réaffirme son engagement en faveur d'une agriculture rémunératrice et durable. Lors de leur réunion semestrielle, qui s'est déroulée entièrement par voie numérique cette fois, les producteurs de l'European Milk Board (EMB) se sont penchés sur la survie à long terme de la production laitière européenne.

Le fait que seuls 5 % des producteurs de l'UE ont aujourd'hui moins de 35 ans et que seuls 14 % ont entre 35 et 44 ans montre que les perspectives de l'agriculture européenne sont sombres. Ceci est renforcé par le fait que, dans de nombreux pays, les coûts de production sont encore loin d'être couverts par le prix du lait versé au producteur ; dans certains pays, ils ne le sont même qu'à moitié. Les producteurs de lait présents à la réunion ont déjà pu voir des chiffres d'une étude sur les coûts de production qui sera publiée prochainement, qui décrit de façon détaillée la situation actuelle et inclut également une moyenne des coûts de l'UE. Par ailleurs, il ressort clairement de l'étude que dans huit grands pays producteurs de lait, la situation actuelle n'est tout simplement pas viable en termes de revenu. Cette situation tendue va continuer à s'aggraver : alors que le prix du lait stagne plus ou moins, les coûts liés à l'alimentation animale et aux impacts climatiques s'envolent.

Pourtant, il est possible de gagner de l'argent avec le lait, comme l'a montré une [étude sur la valeur ajoutée des laiteries allemandes](#), présentée par le MEG Milch Board. Cependant, cet argent demeure au stade de la transformation. Les producteurs stagnent à un niveau de prix qui ne leur permet pas de couvrir leurs coûts, même si le reste de la chaîne réalise de bons bénéfices. Bien que les laiteries réalisent une valeur ajoutée considérable – les laiteries privées générant souvent une valeur ajoutée sensiblement supérieure à celle des laiteries coopératives –, le prix du lait versé au producteur est sans exception insuffisant. Selon les producteurs de l'EMB, une part plus importante de l'argent généré par le lait doit parvenir aux exploitations afin d'assurer leur succession.

De bons prix rémunérateurs sont possibles ! Outre les chiffres de la valeur ajoutée des laiteries, des projets menés par des producteurs, tels que le [Lait équitable](#), en témoignent. Les représentants de ces projets de plusieurs pays de l'EMB ont rendu compte, à l'assemblée générale, du succès des projets et des prix équitables pour les agriculteurs ainsi que du développement de bonnes relations directes avec les consommateurs. Le vice-président de l'EMB, Kjartan Poulsen, a déclaré : « Nous sommes fiers de l'excellent travail accompli à cet égard par les représentants du lait équitable dans les différents pays. »

La crise environnementale et climatique représente un autre défi transgénérationnel directement vécu par les agriculteurs dans leurs exploitations sous la forme, par exemple, de pénurie de fourrage (vert) due à la sécheresse. Dans la lutte contre cette problématique, il faut toutefois veiller à ce que les coûts ne soient pas répercutés sur les producteurs. Cependant, il n'y a pas d'approches équilibrées et inclusives au niveau politique qui traitent de la couverture des coûts de ces mesures. Sieta van Keimpema, présidente de l'EMB, commente : « Le Pacte vert pour l'Europe et sa stratégie < De la ferme à la table > énumèrent de nombreuses mesures, mais n'indiquent pas comment elles seront financées. Malheureusement, la situation des agriculteurs n'est absolument pas prise en compte. » Et de nombreux jeunes agriculteurs, en particulier, ont également le sentiment que les agriculteurs sont, tout au plus, en marge de cette stratégie ou des nombreuses mesures nationales.

Il est apparu clairement aux membres de l'EMB de toutes les tranches d'âge, présents à l'assemblée générale, qu'ils souhaitent s'engager davantage en faveur d'une agriculture durable qui respecte l'équité entre les générations. Ils s'accordent à dire que les jeunes agriculteurs sont l'avenir et que l'EMB s'impliquera davantage encore, avec les jeunes, pour parvenir à une agriculture rémunératrice.

Mai 2021 : European Milk Board

MEG Milch Board actualise l'étude sur la création de valeur

Les éleveurs laitiers ne bénéficient pas de la création de valeur par les laiteries. La première étude de la MEG Milch Board en 2013 ^{© MEG Milch Board} avait déjà montré : le lait ne fait pas l'objet de concurrence. Ceci est confirmé par l'actualisation réalisée par le BAL (Büro für Agrarsoziologie und Landwirtschaft), qui a analysé la création de valeur de 38 laiteries. Celles-ci représentent plus de deux tiers du volume annuel de lait en Allemagne.

Cette étude s'est penchée, entre autres, sur les problématiques suivantes :

- Quelle création de valeur peut-on dégager de la transformation du lait ?
- Y a-t-il un lien entre les prix payés au producteur et la création de valeur ?
- Que retirent les producteurs de lait de la création de valeur par leur laiterie ?

L'étude montre qu'on constate une évolution positive chez toutes les laiteries étudiées. Sur une période de dix ans, la création de valeur a crû continuellement, mais de manière contrastée. La création de valeur nette diffère considérablement entre les différentes laiteries. Par comparaison, les prix au producteur évoluaient à un niveau très similaire, allant jusqu'à chuter de manière très semblable pendant les crises de 2012 et 2015/2016. Pour la MEG Milch Board, c'est la preuve que le lait ne suit pas les lois du marché.

Les prix au producteur continuent d'être fixés par les grosses laiteries coopératives, dont la valeur ajoutée est plus faible. Les laiteries dont la valeur ajoutée est plus élevée s'orientent ensuite sur ces prix. Elles versent le même prix à leurs fournisseurs que les laiteries avec une valeur ajoutée plus réduite. Ainsi, les prix au producteur ne décollent pas, avec des conséquences désastreuses pour les éleveurs laitiers.

Les années de crise 2015/2016 figurent également dans l'étude actualisée. Durant cette période, de nombreuses laiteries ont pu augmenter leur valeur ajoutée nette, car le lait était peu cher. Certaines laiteries, les coopératives également, ont même pu se constituer des réserves considérables. Elles n'ont absolument pas contribué à atténuer la situation catastrophique des exploitations.

Quel est le rôle des exportations ?

L'étude montre clairement que les exportations ne garantissent pas de création de valeur élevée. Quand on écoule des volumes de lait excédentaires sur le marché mondial sous forme de produits de masse, cela ne peut mener qu'à une création de valeur plus faible. Il en va autrement des produits transformés de haute qualité. L'important n'est donc pas d'exporter, mais ce qu'on exporte. Là non plus, les producteurs de lait ne bénéficient pas d'une création de valeur plus élevée, car toutes les laiteries paient des prix très similaires.

L'étude peut se résumer de la manière suivante :

- La transformation du lait peut dégager une forte valeur ajoutée.
- Toutefois, cette valeur ajoutée nette est sans lien avec le prix du lait payé au producteur.
- Les crises du lait n'affectent que les producteurs de lait, pas les laiteries.
- Les producteurs de lait ne profitent pas des exportations.

Que faut-il faire pour que le prix du lait augmente ?

- Les agriculteurs doivent s'unir pour former des groupements de producteurs de lait en amont des laiteries.
- Pour cela, il faut mettre en application l'Art. 148 de l'Organisation commune des marchés – pour toutes les laiteries, même coopératives.
- L'obligation de livraison et la garantie de rachat sont remplacées par des contrats d'achat de lait.

Une [brochure](#) sur l'étude sur la création de valeur (en allemand) est disponible. Vous trouverez la version de courte de cette étude en français [ici](#).

Un rapport affirme que les accords commerciaux de l'UE ont bénéficié aux agriculteurs européens – « illogique et absurde » selon l'ICMSA

Le président de l'ICMSA a rejeté les conclusions d'un rapport publié par la Commission européenne qui prétend montrer que la politique de l'UE sur les accords commerciaux a bénéficié à l'agriculture^{© ICMSA} autochtone et au secteur agroalimentaire.

Ce rapport de la Commission affirme que la politique européenne entraînera une hausse substantielle des exportations agroalimentaires, avec une hausse plus limitée des importations, avec pour conséquence une balance commerciale globalement positive. Le rapport cite les propos du vice-président exécutif de la Commission, Valdis Dombrovskis, selon lesquels l'UE « a toujours plaidé en faveur d'un commerce ouvert et équitable, dont notre économie a grandement bénéficié, y compris les producteurs agricoles » et, d'après Pat McCormack, c'est justement cette conclusion qui étonnera le plus les agriculteurs.

« M. Dombrovskis doit savoir que le nombre d'exploitations familiales dans l'UE a décliné – et continue de décliner – d'année en année. Si ce qu'il avance était vrai, si la politique commerciale de l'UE avait bénéficié aux producteurs agricoles, cela se reflèterait dans le nombre de citoyens de l'UE qui pratiquent l'agriculture ou une activité liée à la production alimentaire primaire, mais ces personnes continuent de quitter le secteur, année après année. Leur départ illustre ce qu'ils pensent de l'attitude de l'UE envers l'agriculture européenne. C'est la réalité et toutes les données des 25 dernières années montrent ce qu'il en est », nous a expliqué M. McCormack.

« M. Dombrovskis veut peut-être dire que la politique commerciale de l'UE bénéficie aux multinationales de la transformation alimentaire basée dans l'UE, et il est possible que cela soit vrai, mais elle ne profite certainement pas aux agriculteurs, dans tous les États membres, qui peinent à joindre les deux bouts. »

M. McCormack s'est montré encore plus critique du fait que le rapport n'incorporait pas les effets environnementaux ou climatiques, qualifiant leur absence « d'omission rédhibitoire ».

« La nature illogique et absurde de ce rapport est parfaitement illustrée par le fait que les mesures liées à l'environnement et au changement climatique – soit les éléments dont l'UE ne cesse de nous rappeler qu'ils seront les critères principaux de définition des politiques actuelles et futures – en sont totalement absentes et, en particulier, n'ont pas été prises en compte lors de son élaboration. Dans les faits, ceci rend les projections et les prédictions, concernant le versant UE de la comparaison, douteuses dans le meilleur des cas et dénuées de sens dans le pire. Si l'agriculture et l'agroalimentaire dans l'UE sont appelées à reposer sur la transition vers des pratiques agricoles et une production alimentaire à basses émissions, à quoi servent des scénarios à l'horizon 2030 qui n'en tiennent aucun compte ? », s'est interrogé M. McCormack.

« Bien sûr, la raison pour laquelle les mesures environnementales ne pouvaient pas être incorporées dans le rapport de la Commission était que cela ne ferait que souligner plus clairement le fait que la plupart des autres entités avec laquelle l'UE a des accords commerciaux ou de libre-échange n'ont rien qui ressemble un tant soit peu à des normes environnementales ou des mesures d'atténuation du climat similaires. Il est difficile d'imaginer que quiconque prenne ce rapport au sérieux – les agriculteurs irlandais, pour leur part, ne s'y tromperont pas », conclut M. McCormack.

Manifestation pour un avenir durable de la production laitière portugaise

Lors d'une action imposante le 26 février, APROLEP a placé symboliquement des centaines de bottes sur l'Avenida dos Aliados à Porto, au cœur du plus grand bassin laitier du Portugal. Elles représentent les 200 collègues, leurs familles et salariés qui ont abandonné la production laitière au cours de l'année dernière. Le pays a l'un des prix au producteur les bas de l'UE : 30,04 centimes par kg.

L'objectif de la manifestation était d'alerter le gouvernement sur la situation des producteurs afin de créer immédiatement les conditions qui permettent la survie des agriculteurs. Les évaluations de la future Politique agricole commune (PAC) ont révélé que les aides au revenu allaient diminuer et même les projections optimistes du ministère laissent entrevoir des pertes brutales. Par ailleurs, Aprolep demande que la proposition d'un mécanisme d'alerte précoce et de réduction volontaire de la production au cours des périodes excédentaires soit intégrée dans l'Organisation commune des marchés de la PAC. L'action poursuivait également un autre objectif, celui d'inciter l'industrie et le commerce de détail à dialoguer en vue de hisser le prix au producteur à un niveau durable parce qu'un prix équitable est bien plus important qu'une aide. Cependant, dans l'attente de la concrétisation d'un prix équitable, l'aide demeure essentielle. La tendance à un lent dépérissement de la production laitière au Portugal doit être inversée !

Mars 2021 : Associação dos Produtores de leite de Portugal

European Milk Board ASBL

Rue de la Loi 155

B-1040 Bruxelles

Tel: +32 (0)2808 1935

Fax: +32 (0)2808 8265

Mail: office@europeanmilkboard.org

Document-URL: <http://www.europeanmilkboard.org/https://www.europeanmilkboard.org/francais/emb-retrospective-2021.html>